

Initiatives ministérielles

ont été en mesure de se rendre au travail et il a ainsi fallu fermer l'aéroport de 5 h 30 à 9 h 45.

[*Français*]

À l'aéroport de Dorval, les grévistes ce matin ont complètement brisé des installations, ont fait des dégâts également dans plusieurs édifices. Des grévistes ont également «garroché» des clous un peu partout sur les routes qui menaient à l'aéroport de Dorval. C'est intéressant ça, madame la Présidente, de constater du bris semblable.

[*Traduction*]

Aujourd'hui, au bureau de l'impôt sur la rue Cumberland, à Ottawa, 300 grévistes ont bloqué l'accès à l'entrée de l'immeuble en se couchant dans la rue, ce qui a nécessité la présence de l'escouade anti-émeutes d'Ottawa.

Dans les prisons fédérales de Drummondville, Cowansville et Sainte-Anne-des-Plaines, des agents désignés des services correctionnels ont été retardés ou empêchés de prendre la relève de leurs collègues au poste de nuit.

[*Français*]

Madame la présidente, on pourrait continuer longtemps comme ça à rapporter des incidents qui mettent la sécurité du public, la sécurité des vétérans qui sont dans les hôpitaux, comme au Québec, à Sainte-Anne-de-Bellevue, la sécurité de l'inspection des viandes—est-ce qu'il y a quelque chose de plus important que d'assurer la salubrité alimentaire des Canadiens et des Canadiennes? Nous en sommes rendus aujourd'hui dans une situation et ça me fait drôlement penser à la grève «sauvage» qu'on avait vécu, madame la Présidente, en 1972 au Québec. Le président du Conseil du Trésor—et je vais conclure là-dessus—tout à l'heure nous disait qu'il avait négocié pendant 90 jours avec Daryl Bean. Bien je peux vous dire quelque chose, madame la Présidente, c'est que les gens de Shawinigan, les gens de Grand'Mère dans mon comté, 90 jours, ils trouvent ça bien long avec Daryl Bean.

Le président du Conseil du Trésor a été particulièrement patient d'entendre ces jérémiaades alors qu'il avait dit, et ceci les Canadiens doivent le retenir: Au mois de février, lors du dépôt du Budget du gouvernement fédéral, Daryl Bean et Johane Hurens avaient dit dans le lobby de la Chambre, ils avaient dit: Nous allons aller en grève générale. Ils l'ont promis aux Canadiens. On va paralyser le pays. Il faut renverser ce gouvernement-là.

Je comprends les députés du Nouveau parti démocratique d'embarquer dans cette espèce de stratégie-là, parce qu'eux sont heureux quand il y a des grèves, quand il y a des manifestations, les députés du NPD sont en forme. Je comprends moins cependant les députés libéraux qui ont déjà été au pouvoir et qui savent ce que c'est que d'être

responsable, madame la Présidente. Je les comprends moins parce que, actuellement, ils essaient de protéger leurs assises politiques dans les circonscriptions de la région d'Ottawa, là où les députés ont été élus grâce aux fonctionnaires fédéraux, mais ils pourraient faire preuve de courage et expliquer à leurs commettants, les fonctionnaires fédéraux, de leur dire que la situation fiscale du Canada actuellement ne permet pas mieux que ça. Elle ne le permet pas mieux dans les autres provinces du Canada et non plus dans toute une série d'entreprises du secteur privé et du secteur public.

Madame la présidente, je termine là-dessus, en vous disant qu'il est très urgent que ce Parlement mette fin à ce débat et s'ils le font, je souhaiterais que nous soyons prêts immédiatement à prendre le vote sur ce projet de loi, parce qu'il serait important que les Canadiens comprennent que le Parlement du Canada est capable de réagir lorsqu'une situation d'urgence l'impose. Je sais que les règles qu'il a fallu négocier avec l'opposition pour étirer cela jusqu'à 22 heures ce soir et demain, mais les citoyens canadiens auraient aimé, madame la Présidente, qu'on agisse autrement.

Je conclus en félicitant le président du Conseil du Trésor pour le courage dont il sait faire preuve et en demandant à tous les Canadiens de tenter d'influencer les députés libéraux et néo-démocrates pour qu'ils changent leur attitude destructive à l'endroit du gouvernement canadien.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madame la présidente, premièrement, j'aimerais féliciter le député de Shawinigan qui vient de parler, non pas que j'étais d'accord avec tout ce qu'il a dit, bien sûr que non, mais je crois qu'il était très sincère dans ses propos et je les ai écoutés attentivement. Il n'y a personne qui est en faveur de cette grève, madame la Présidente. Et j'irai même jusqu'à dire que les grévistes ne sont pas en faveur de la grève eux non plus. La grève n'est pas à souhaiter. Elle n'est pas voulue par personne. Et il n'y a personne qui va me faire croire que mes commettants qui gagnent 24 000 \$ ou 23 000 \$ ou 22 000 \$ par année ont un plaisir à piqueter aujourd'hui pour revendiquer leurs droits. Personne va me faire croire qu'ils n'ont rien de mieux à faire que ça, ou qu'ils ont le luxe de pouvoir se permettre ce genre d'activités. Ce n'est pas là le point, parce que je suis sûr que financièrement c'est au-dessus de leurs moyens, et je suis sûr également qu'ils ont d'autres choses à faire que de rester dehors, dans le froid et par toutes les intempéries d'une journée comme aujourd'hui.

• (1640)

[*Traduction*]

Je voudrais ajouter que je n'appuie absolument aucune forme de violence sur les piquets de grève ou ailleurs. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui ont bloqué l'entrée de la base aérienne, à Uplands, il y a quelques jours. En outre, des enfants ont eu du mal à rentrer chez eux après